



L'Agroindicateur

Octobre 2008

La Financière
agricole

Québec

ÉCONOMIE AGRICOLE

Des progrès en 2008



Dans l'ensemble, la conjoncture actuelle permet d'envisager que la situation financière des producteurs agricoles au Québec s'améliorera cette année, malgré certains coûts de production élevés. Les signes d'amélioration sont, à cet égard, probants dans les grandes cultures. Globalement, les conditions demeurent propices à la poursuite du redressement du revenu agricole net au Québec observé en 2007.

L'Agroindicateur de La Financière agricole corrobore ce diagnostic, affichant une valeur de 0,7 pour 2008. Baromètre des conditions économiques agricoles au Québec, un résultat supérieur à 0 signale habituellement une amélioration de la situation; une valeur négative laisse, pour sa part, présager une détérioration des conditions économiques agricoles.

En 2007, la croissance des revenus, provenant tant du marché que des paiements de programmes, a permis aux producteurs agricoles de couvrir la hausse de leurs dépenses d'exploitation et même un peu plus. Ainsi, selon les plus récentes données disponibles, le revenu agricole net s'est redressé l'an dernier, pour atteindre 509 millions de dollars au Québec. Rappelons que les paiements de programmes ont tout de même totalisé un milliard de dollars en 2007. Le résultat affiché par L'Agroindicateur pour 2008 indique que, dans les présentes conditions, le revenu agricole net des producteurs au Québec pourrait atteindre 580 millions de dollars cette année, soit un niveau comparable à la moyenne des cinq dernières années.

Du côté des cultures

Au cours des derniers mois, la conjoncture des marchés céréaliers a sans contredit été le fait saillant dans le domaine agricole. En effet, les prix du maïs et du soya ont atteint des niveaux records sur les marchés nord-américains au cours de l'hiver dernier. Cette flambée a résulté de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment les perspectives de la demande alimentaire en Asie, de mauvaises récoltes dans certains pays producteurs, le développement de la production nord-américaine d'éthanol à base de maïs, la nervosité des marchés à l'égard du niveau des stocks et l'attrait qu'a exercé le marché des denrées parmi les fonds d'investissement. Pour l'ensemble des productions végétales, on observe ainsi une croissance de 27 % des recettes monétaires au Québec au cours du premier semestre de 2008.

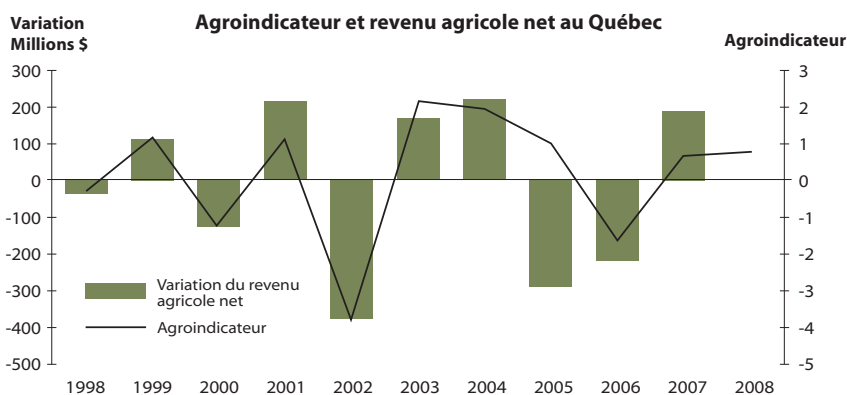
En fait, c'est à compter des dernières semaines de 2006 que le prix du maïs a affiché un redressement significatif au Québec, après quelques années plutôt modestes. En conséquence, bien qu'ils y aient consacré moins de superficies en 2006, les producteurs de maïs ont vu leurs revenus de ventes augmenter de près de 30 % au courant de l'année 2007. Le taux de croissance a été deux fois plus important dans le cas des revenus provenant des ventes de soya, soit presque 60 % en 2007. Les données de Statistique Canada indiquent que des superficies ont été transférées de la production de maïs vers celle du soya en 2008, ce que corroborent, d'ailleurs, les données sur les superficies assurées auprès de La Financière agricole en assurance récolte au Québec.

Depuis le début de 2008, les revenus dans ces productions ont continué sur leur lancée, favorisés par la flambée des prix. En particulier dans le cas du maïs, le prix s'est maintenu au-dessus de 200 \$ la tonne dans les centres régionaux au Québec, s'approchant même momentanément du plateau de 300 \$. Les revenus provenant des ventes de maïs, au cours des six premiers mois de 2008, ont dépassé le niveau observé pour l'ensemble de 2006 et représentent déjà 80 % du montant encaissé pour toute l'année 2007.

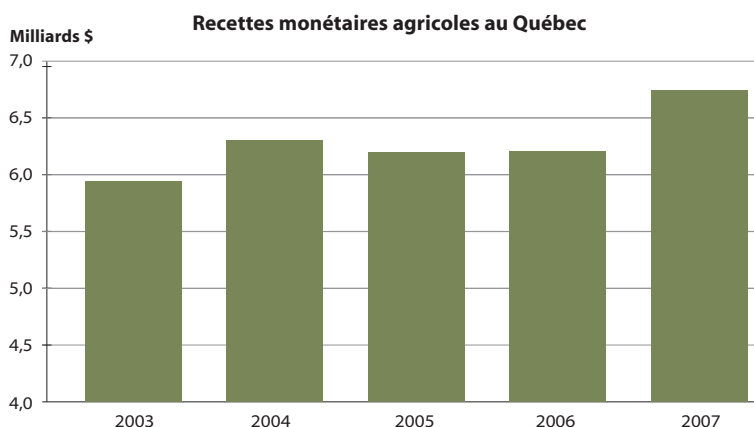
La croissance des revenus des grains et protéagineux devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année, bien qu'à un rythme peut-être moins élevé. D'une part, les rendements attendus s'annoncent inférieurs à la moyenne, en raison des conditions climatiques observées jusqu'à la mi-août. D'autre part, les perspectives de prix permettent quand même d'envisager que les revenus tirés des ventes combinées de maïs et de soya demeureront, cet automne, supérieurs à ceux de l'automne 2007.

Dans les productions animales

Si elle favorise les producteurs de maïs et de soya, la flambée des prix céréaliers représente une hausse des coûts d'alimentation pour les éleveurs. À cet égard, la Commission canadienne du lait a d'ailleurs exceptionnellement décrété une hausse du prix du lait de transformation à compter du 1^{er} septembre 2008, afin d'aider les producteurs laitiers à composer avec l'augmentation du coût des aliments, des carburants et des engrais. Rappelons que la Commission ajuste le



Sources : La Financière agricole du Québec et Statistique Canada



Source : Statistique Canada

prix du lait de transformation chaque année, le 1^{er} février, pour tenir compte de l'évolution des coûts de production.

Parmi les productions sous gestion de l'offre, ce sont la volaille et les œufs qui affichent la meilleure croissance des revenus au Québec. L'an dernier, les recettes monétaires, dans ces secteurs, ont augmenté de 12 %. Depuis le début de l'année, elles présentent une croissance de 15 %.

Dans le cas de la production laitière, les revenus, en 2007, ont profité de volumes de quotas de production qui ont été rehaussés afin de répondre à la demande de produits laitiers. Les recettes monétaires ont frôlé les 2 milliards de dollars l'an dernier, soit le tiers des ventes agricoles au Québec. Après une hausse de 6 % en 2007, les recettes dans cette production affichent une augmentation plus modeste de 2 % depuis le début de 2008. D'ici la fin de l'année, la croissance devrait être un peu plus élevée, compte

tenu de la hausse de prix décrétée à compter de septembre. Néanmoins, les producteurs laitiers font face à des coûts d'exploitation supérieurs à ceux qu'ils assumaient à pareille date l'an dernier.

Au cours des récentes années, la conjoncture n'a pas été de tout repos pour les éleveurs de porcs et de bovins au Québec. Lorsque la demande nord-américaine et d'outre-mer a fait augmenter les prix de référence, exprimés en dollars américains pour ces viandes, l'appréciation du dollar canadien en a annulé les effets pour les éleveurs locaux. À ces facteurs s'est ajoutée la hausse des coûts des intrants.

Face à la hausse des coûts, les recettes brutes provenant du marché n'ont affiché aucune croissance en 2007, pour les producteurs de porcs au Québec. Les prix ont été particulièrement défavorables durant la deuxième moitié de l'année, rappelant le creux historique d'il y a dix ans. Le secteur a dû

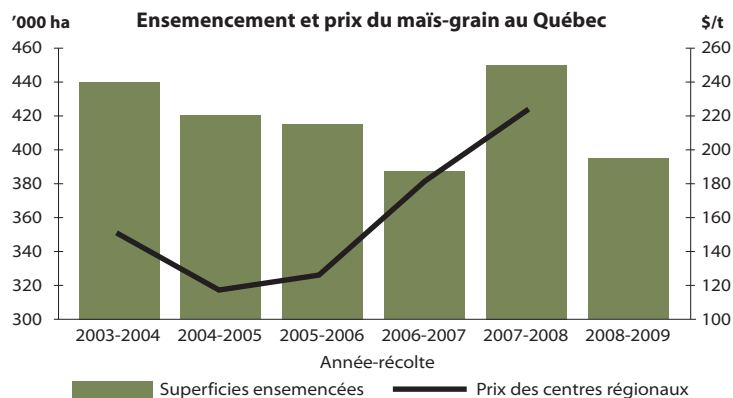
compter sur une hausse des paiements de programmes pour traverser cette période. Durant la première moitié de 2008, les recettes tirées du marché ont diminué de 16 % en production porcine, alors qu'elles ont augmenté de 6 % dans l'ensemble des autres productions animales au Québec. La Financière agricole a d'ailleurs versé, jusqu'à maintenant, un montant de 266 millions de dollars en avances de compensation aux entreprises porcines pour l'année 2008. D'ici la fin de l'année, les perspectives annoncent, par ailleurs, des prix supérieurs à ceux de l'automne 2007. Dans le cas de la production bovine, les recettes du marché ont augmenté de 10 % au premier semestre de cette année, après avoir encaissé une diminution de 1 % en 2007.

Un contexte économique exigeant

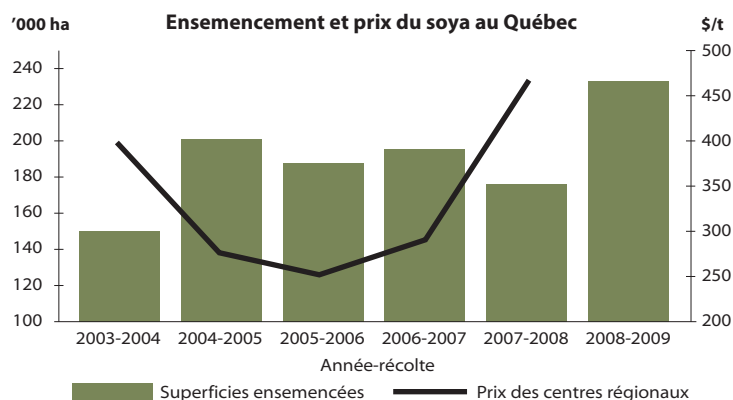
Depuis quelques années, les producteurs agricoles et les transformateurs agroalimentaires ont eu à composer avec l'appréciation du dollar canadien. Leur compétitivité s'en est trouvé affectée, la croissance de leurs exportations s'en est ressentie et, dans une production comme le porc, les revenus basés sur des prix de références en dollars américains ont accusé le coup. Toute proportion gardée, la pression s'est légèrement amoindrie, à cet égard, au cours des derniers mois.

Le contexte économique à court terme s'annonce incertain. Il y a quelques mois à peine, la flambée des prix des denrées agricoles et de l'énergie laissait planer le risque d'une hausse de l'inflation. On pouvait craindre que cette inflation ne se répercute sur l'ensemble de l'économie et qu'elle augmente le risque d'une hausse des taux d'intérêt.

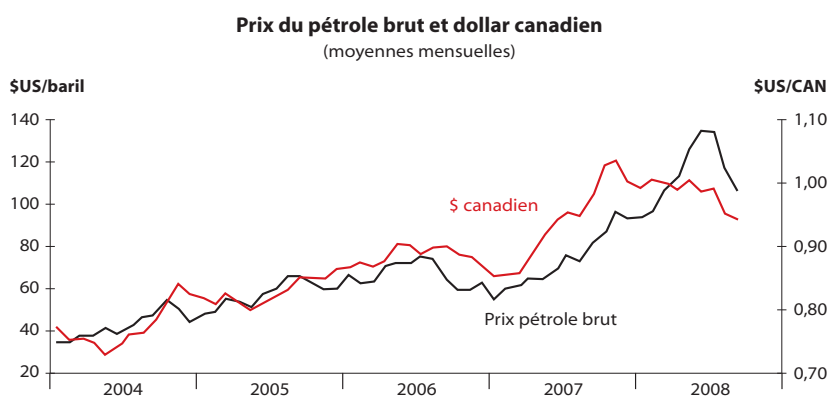
Parallèlement, la crise touchant les secteurs financiers américains et internationaux se prolonge, au point d'avoir motivé des interventions sans précédent des autorités monétaires et gouvernementales. Il pourrait, possiblement, en résulter une réduction du crédit disponible pour les entreprises. Davantage que l'inflation, ce sont désormais les perspectives d'un ralentissement ou d'une récession mondiale qui constituent la principale menace à court terme, sinon pour une plus longue période. Du point de vue du secteur agroalimentaire, un tel ralentissement pourrait retarder la croissance de la demande dans les économies en émergence.



Sources : Statistique Canada et Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec

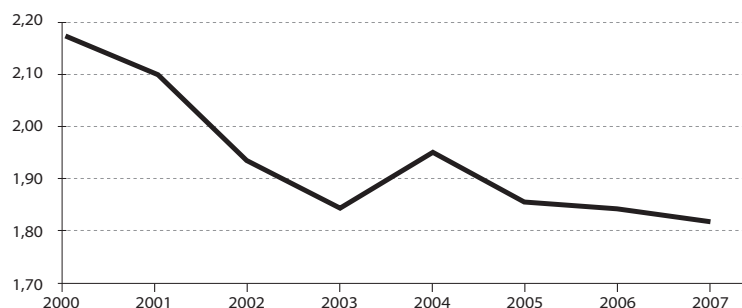


Sources : Statistique Canada et Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec



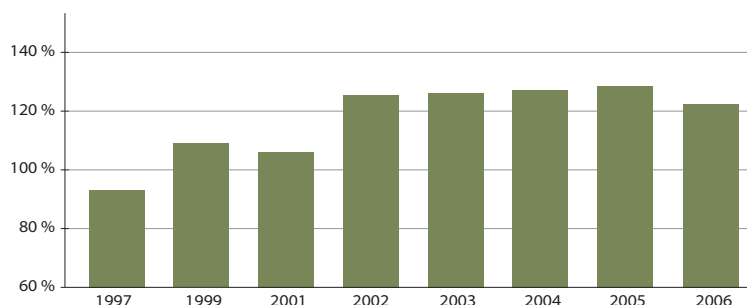
Sources : Banque du Canada et U.S. Energy Information Administration

Fond de roulement des entreprises agricoles au Québec



Source : Statistique Canada

Dette agricole en pourcentage des revenus bruts Québec



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes

Revenu agricole net au Québec 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	2008* 1 ^{er} semestre	Moyenne 2003-2007
millions \$							
Recettes monétaires cultures	1 428,5	1 458,3	1 440,7	1 498,4	1 591,4	+ 26,7 %	1 483,5
Recettes monétaires bétail	3 643,7	4 009,3	3 994,8	3 849,5	4 025,4	+ 0,4 %	3 904,6
Recettes monétaires provenant du marché	5 072,2	5 467,6	5 435,5	5 347,9	5 616,8	+ 7,0 %	5 388,0
Paiements de programmes	875,2	834,8	749,3	857,7	1 134,4	- 21,2 %	890,3
Recettes monétaires agricoles totales	5 947,4	6 302,4	6 184,8	6 205,6	6 751,2	+ 1,9 %	6 278,3
Dépenses d'exploitation nettes	4 868,2	5 042,8	5 006,4	5 227,2	5 713,4	+ 4,1%**	5 171,6
Revenu net comptant	1 079,2	1 259,6	1 178,4	978,4	1 037,8	n.d.	1 106,7
Revenu net total***	625,3	846,3	546,5	325,2	509,7	n.d.	570,6

* Variation par rapport au premier semestre de 2007

** Variation du total des dépenses d'exploitation nettes et de l'amortissement, estimation

*** Prend en compte l'amortissement et la variation des stocks

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

Le cadre financier agricole

L'édition 2007 de *L'Agroindicateur* mentionnait comment le dollar canadien élevé, ainsi que les coûts de l'énergie et de l'alimentation pour les éleveurs, avaient augmenté les pressions sur les liquidités des entreprises agricoles, au cours des dernières années. Selon les plus récentes données, leur fonds de roulement demeure encore fortement sollicité. Par ailleurs, malgré une légère amélioration, les revenus des entreprises agricoles supportent une dette supérieure à ce qu'elle était avant les années 2000.

Le contexte économique incertain décrit plus haut se profile alors que les entreprises agricoles demeurent vulnérables aux fluctuations de revenus et de taux d'intérêt. Dans ce contexte, une gestion efficace de l'entreprise, au moyen d'un contrôle rigoureux des coûts d'exploitation et d'une stratégie adéquate d'investissement dans des éléments d'actif productifs, demeure encore un important gage de rentabilité. Ce qui était de mise par le passé, l'est d'autant plus dans la conjoncture économique et financière actuelle.

L'Agroindicateur est construit à partir de données publiques et de données financières internes détenues par La Financière agricole. Parmi les données utilisées, mentionnons les recettes monétaires agricoles, le ratio du prix du porc par rapport à celui du maïs et l'évolution récente des faillites agricoles. Lorsque les recettes monétaires suivent le courant observé depuis le début de l'année et en l'absence d'impondérables, le revenu agricole net au Québec a suivi l'évolution annoncée par *L'Agroindicateur* dans une proportion de 17 fois sur 20.

Direction de la recherche et de la planification
Le 6 octobre 2008

**La Financière
agricole**

Québec

